

Communiqué de presse - 30 septembre 2026

Le gouvernement ne peut pas réprimer la jeunesse alors qu'elle se mobilise pour un avenir meilleur !

Le fait que les élèves se mobilisent contre les classes surchargées, contre la pression constante avec Parcoursup, contre le manque de professeurs, de personnels médicaux et pour l'amélioration du bâti scolaire vétuste, doit être pris au sérieux par le gouvernement : une jeunesse qui s'implique en faisant entendre ses revendications est une jeunesse qui exerce sa citoyenneté.

Nous condamnons avec force les violations graves de la liberté de réunion, de manifestation et d'expression dont sont victimes ces jeunes manifestants.

Nous exigeons de la part du gouvernement le respect des droits fondamentaux des manifestants et non pas un usage clairement disproportionné et quasi systématique de la force publique.

Nous demandons à ce que les circonstances qui ont mené à la blessure dramatique à l'œil d'un jeune élève de 16 ans aujourd'hui à Tours soient éclaircies et nous l'assurons de tout notre soutien.

Les violences policières ne peuvent être une réponse à la colère de la jeunesse !

Nous invitons les personnels et les parents d'élèves à venir, quand ils le peuvent, aux côtés des lycéens devant les établissements bloqués afin de laisser entrer les élèves et personnels qui souhaiteraient accéder à leur établissement et de s'assurer que les jeunes ne subissent aucune violence.

Pour la CGT Educ'action 37, la FNEC-FP-FO 37, le Snes-FSU 37, Sud Education 37, l'UNSA Education 37 et la FCPE 37, le gouvernement doit envoyer un message d'apaisement face à l'expression démocratique des jeunes. Ils doivent être entendus, écoutés et le ministère de l'Éducation nationale doit leur donner les moyens d'étudier dans les meilleures conditions.